

politique juste et des perspectives claires. Mais le choix des hommes appelé à la mettre en application en détermine d'une manière cruciale les résultats. Le choix des hommes revêt donc dans la phase actuelle, un caractère stratégique décisif.

Les cadres peuvent constituer un frein à tout effort de développement ou, au contraire, représenter une force motrice de la Révolution. C'est à travers eux que les masses jugent de la santé morale et politique du mouvement révolutionnaire. Leurs qualités conditionnent donc aussi bien la mobilisation des énergies populaires que le succès des actions de développement. Leur choix doit donc être judicieusement élaboré et leur éducation constamment suivie car ils forment la base de l'activité organisationnelle du Parti et de l'Etat.

Choisir des cadres qualifiés, c'est tenir compte en premier lieu de l'engagement, c'est-à-dire de critères idéologiques et politiques précis, s'identifiant aux options et aux principes de la Charte Nationale. C'est, en d'autres termes, déceler les militants idéologiquement et politiquement aguerris, qui comprennent correctement et défendent les intérêts de l'Etat socialiste et la ligne politique du Parti, qui sont capables d'une abnégation pouvant aller jusqu'au sacrifice, pour inscrire dans les faits les idéaux de la Révolution. Plus la formation idéologique des cadres est bonne, plus ils orientent dans le sens voulu par la Révolution, la solution des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Choisir des cadres qualifiés, c'est aussi déceler les éléments qui ont les compétences techniques et l'expérience nécessaires, qui ont le sens de l'organisation et de la conduite des affaires publiques.

Choisir des cadres qualifiés, c'est enfin promouvoir les militants intègres qui subordonnent leurs intérêts égoïstes à ceux de la Révolution, qui vivent uniquement de leur salaire et ne s'adonnent à aucune activité lucrative, ni directement, ni par personne interposée.

On ne peut posséder des affaires ou y être intéressé et assumer des responsabilités dans le Parti ou dans l'Etat, c'est-à-dire à l'avant-garde des travailleurs et des paysans et pour le succès de la Révolution socialiste. C'est là une contradiction qu'il faut éliminer sans réserve si l'on veut éviter le risque de voir s'instaurer des déviations dangereuses de nature à vider notre mouvement révolutionnaire de son contenu idéologique. Des convictions politiques solides, un dévouement absolu au pays, sont les traits essentiels du cadre. Intégrité, engagement, compétence, sont les trois critères fondamentaux auxquels doit répondre chaque cadre du Parti, de l'Administration, des entreprises socialistes et des organisations de masse.

La répartition des cadres doit être subordonnée aux tâches essentielles de l'édification. La Révolution veillera à ce qu'ils soient pleinement utilisés et judicieusement répartis selon les priorités.

L'intérêt de la Révolution exige une promotion hardie des jeunes qui insufflent l'enthousiasme dans tous les secteurs, et apportent une vision neuve dans l'appréhension des problèmes. Cette promotion de jeunes, éprouvés dans la pratique, doit se faire en observant le principe d'une intégration étroite des cadres anciens et nouveaux. C'est là une loi du développement continu de la Révolution.

5. — Les organisations de masse

Les organisations de masse répondent à un impératif primordial de la Révolution : mobiliser les couches les plus larges de la population en vue de réaliser les grandes tâches politiques, économiques, sociales et culturelles qui conditionnent le développement du pays et le succès de l'édification du socialisme.

Il s'agit d'organiser à tous les niveaux et à une vaste échelle, les travailleurs, les paysans, la jeunesse, les femmes, de leur donner une conscience accrue de leurs responsabilités et du rôle grandissant qu'ils doivent assumer dans la construction du pays.

Sous l'égide et le contrôle du Parti, les organisations de masse doivent devenir une école de formation civique, de discipline nationale et d'apprentissage de la démocratie socialiste. Elles doivent devenir des organes actifs de diffusion de l'idéologie du FLN et un réservoir de potentialités militantes qui constitueront la source principale de son recrutement.

Elles mèneront de front les activités qui leur sont propres et celles beaucoup plus larges, qui ont trait au développement

national ; elles allieront le travail de sensibilisation politique, idéologique et éducationnel, aux tâches pratiques qui découlent des grandes options du pays.

Le Parti devra contribuer par tous les moyens au renforcement des organisations de masse. Celles-ci devront être capables de mobiliser un nombre de plus en plus grand de citoyens de tous âges et de toutes conditions.

Les organisations de masse sont régies dans leur fonctionnement interne par leurs propres statuts et règlements dont les lignes directrices doivent être en conformité avec l'idéologie et les orientations du Parti. Le Parti jouera un rôle d'impulsion, d'orientation et de contrôle vis-à-vis des organisations de masse, sans pour autant affaiblir leur capacité d'initiative, ou se substituer à elles. Il est donc impératif que les responsables au sein des organisations de masse à partir d'un certain niveau de la hiérarchie soient des militants du Parti.

Le Parti doit assurer, de la base au sommet, la coordination entre les instances des différentes organisations de masse dans le cadre des actions communes de caractère national qu'elles doivent mener.

Les organisations de masse participent à la vie politique, économique, sociale et culturelle de la nation.

A. — L'Union générale des travailleurs algériens.

Le droit syndical est un droit pour tous les travailleurs. A ce titre l'UGTA, exerce les prérogatives d'encadrement des travailleurs. Dans la phase actuelle d'édification du socialisme, l'UGTA doit développer la conscience politique et la formation idéologique des travailleurs. A l'heure de la gestion socialiste des entreprises, de la Révolution agraire, de la réalisation des plans nationaux, la responsabilité de l'UGTA s'accroît dans tous les domaines. Avec l'élargissement de la base économique du socialisme, le syndicat cesse d'être un instrument de lutte contre un Etat exploiteur, pour devenir une partie intégrante du pouvoir dans le cadre d'un Etat socialiste au service des travailleurs et des paysans. L'édification du socialisme dépend du niveau de conscience politique des travailleurs et avant tout des responsables syndicaux. Aussi l'UGTA doit prendre en compte les intérêts du pays, de la collectivité nationale et plus spécialement ceux, à moyen et à long termes, des masses populaires dans leur ensemble. A cet effet, elle inscrit ses actions dans le cadre du développement général du pays et participe à l'élaboration et à l'exécution des plans de développement, y compris les programmes spéciaux.

Les responsabilités confiées aux travailleurs dans le Parti, dans les Assemblées populaires à tous les échelons, dans les Assemblées de travailleurs des entreprises donnent à l'action syndicale une dimension politique d'une grande envergure.

Le syndicat devient une école du socialisme.

Il doit travailler à élever le niveau politique et culturel des travailleurs, à améliorer leur qualification technique et scientifique, à les préparer à assumer pleinement leur rôle de gestionnaires responsables. Le syndicat doit donc éduquer, instruire et organiser les travailleurs pour l'accomplissement des tâches de l'édification socialiste.

Dans le secteur privé, le syndicat reste le défenseur intransigeant des droits des travailleurs contre toute possibilité d'arbitraire et d'abus de la part du capital.

Dans le secteur socialiste, s'il a pour mission de protéger les travailleurs dans leurs droits légitimes, il doit veiller à la réussite totale de la gestion socialiste des entreprises, à l'exécution des plans, au développement et au perfectionnement de la production, à l'amélioration de l'organisation et des rendements. Il doit, en outre, organiser les ouvriers en vue de protéger le patrimoine de la collectivité, de s'opposer au gaspillage, à la corruption et au bureaucratisme.

B. — L'union nationale des paysans algériens.

Les tâches multiples et complexes de la Révolution agraire ne peuvent être menées à bien sans la participation active des principaux bénéficiaires : les paysans. Les paysans doivent prendre en main la gestion de leur propres affaires, s'organiser pour défendre leurs intérêts et veiller à une application juste et rigoureuse de la Révolution agraire. Pour assumer leur rôle, les paysans s'organisent dans l'Union Nationale des paysans Algériens.